

Concours du Junior 8 2007

Dossier de participation -

Canada



Nom de l'équipe : Act now for Tomorrow	Etablissement scolaire : École secondaire de Rochebelle
--	---

1. Introduction

Le monde a atteint sa limite. Dans une société où les entreprises possèdent le génome animalier et où les traitements à des maladies désastreuses pour leurs propres bénéfiques, où nous risquons la nature et l'humanité elle-même à l'autel du profit, nous devons voir la limite qui est maintenant si près. Nous n'avons pas encore atteint le point de non-retour, il est encore temps de changer pour notre terre. Nous, la jeunesse du Canada, voulons nous investir dans l'établissement d'un meilleur futur pour le monde. Nous avons le pouvoir et la volonté, malgré les efforts et les sacrifices afin d'altérer les choses. Le concours du Junior 8 est notre chance de proposer nos solutions aux problèmes du monde à ceux qui prennent les décisions. Ce que nous voulons leur dire est qu'ils doivent agir aujourd'hui pour les générations futures qui seront les victimes de notre inaction.

2. Thèmes du Junior 8 2007

2.1 Changements climatiques et l'efficacité énergétique

Aide à la diffusion et à la mise en marché des technologies vertes

À l'heure actuelle, les technologies vertes pullulent. Comment expliquer qu'elles soient encore si marginales sur le marché? Notre génération demande aux pays du G8 d'aider à leur diffusion et à leur mise en marché. Localement, il faut allouer du capital de risque pour leur mise en marché. À l'international, il faut encourager les programmes de transferts de technologies vertes vers les pays en développement, pour qu'ils se développent de façon plus écologique. Par exemple, il est effarant que la Chine construise actuellement plus d'une centrale au charbon par semaine. Grâce à l'aide des pays du G8, les entreprises pourront agir pour mettre en marché les technologies du



futur, et les pays en développement pourront mettre l'accent sur le développement durable. Ces actions concrètes pourraient grandement contribuer à la lutte aux changements climatiques.

Reconnaissance de la valeur relative des technologies vertes

Actuellement, le coût de production d'énergie à partir des énergies polluantes, telles que les hydrocarbures, est beaucoup plus faible que le coût des énergies vertes. Cependant, elles n'ont pas la même valeur relative. Les unes menacent l'avenir de notre planète, les autres représentent cet avenir. Les jeunes veulent que l'avenir ait un poids dans la balance économique. Le G8 a le pouvoir de faire reconnaître la valeur relative des technologies vertes. Il faut que le système de cap and trade soit amélioré, que les caps représentent des objectifs sévères de réduction d'émissions de GES, et que les crédits d'émission de carbone aient une valeur mobile en bourse. La taxation des produits et l'imposition des entreprises pourraient aussi être déplacés vers la consommation d'énergie ou la production de GES, pour encourager les entreprises étrangères et locales à prendre un virage vert.

2.2 VIH/sida

Plans concrets pour mieux canaliser l'argent

Le nombre de personnes atteintes du SIDA est en constante progression. Il faut donc absolument briser la chaîne de la contamination par un appui plus marqué à l'éducation des femmes et à la prise en charge des enfants orphelins de manière à empêcher la maladie de se transmettre à la génération suivante. Pour ce faire, il faut appuyer davantage les organisations qui œuvrent dans chacun des pays. Celles-ci connaissent les besoins de la région et pourront adapter les programmes de prévention, de dépistage, d'éducation et d'orphelinats adéquatement. Il faut élaborer un plan d'action concret pour atteindre les objectifs du millénaire de 0,7% du PIB. Le Canada n'a pas encore atteint cet objectif et le Fonds mondial aurait besoin de 10 milliards de dollars par an pour être efficace, mais les pays riches lui en consacrent actuellement moins d'un. Il faut prendre au sérieux nos engagements et canaliser l'argent efficacement.

Législation mondiale pour le droit à la vie

Il faut rendre l'accès aux médicaments universel afin de prolonger la vie des séropositifs sans discrimination. Une législation mondiale doit être proposée pour faciliter la production de génériques contre le SIDA. Elle doit limiter l'octroi de brevets pour de

nouveaux médicaments, de même que pour des techniques de fabrication. Ceux-ci bloquent la production de génériques dans les pays sous-développés qui ne peuvent pas non plus se procurer des médicaments de marque. Le but est de faciliter l'accès aux soins et de permettre à toute la population d'obtenir une médication adéquate. Afin de pouvoir commencer un processus d'aide, tous les pays doivent considérer que le droit à la vie prime sur le droit au profit, c'est pourquoi aucune compagnie pharmaceutique ne peut s'approprier un monopole, s'il contrevient au droit à la vie. Les médicaments contre le SIDA doivent être déclarés biens publics, puisque cette maladie est devenue une problématique planétaire.

2.3 Réduction de la pauvreté en Afrique

Banque africaine de Développement et de Micro Économie (BADME)

À l'aube du nouveau millénaire, l'ONU s'engageait à réduire la pauvreté mondiale de moitié d'ici 2015. Mais sur la lancée actuelle, les objectifs du millénaire seront un échec et 316 millions de personnes vivront toujours dans l'extrême pauvreté en Afrique seulement. Il faut absolument permettre aux pays aux prises avec de graves problèmes économiques de se développer. C'est dans ce but qu'il faudrait créer une Banque Africaine de Développement et de Micro Économie (BADME). Cet organisme, dirigé par des africains avec le soutien de l'ONU, aurait pour mandat de financer des projets de micro économie à la grandeur de l'Afrique. Les intérêts sur les dettes payées par les pays africains pourraient être employés au financement de la BADME. Aussi, l'organisme financerait la construction d'infrastructures facilitant le commerce intra-africain tel que des routes, des voies ferroviaires, des aéroports, etc.

Réforme des traités commerciaux

Le système économique international actuellement en vigueur nuit au développement de nouvelles économies et au commerce dans certaines régions du monde. L'Afrique, victime d'accords commerciaux injustes, ne peut se sortir du gouffre sans l'appui inconditionnel des nations riches. Dans ce contexte, il est nécessaire de réformer les traités commerciaux actuels. Il est primordial de donner un statut particulier aux pays en voie de développement assorti d'avantages commerciaux concrets telles la diminution ou même l'abolition des tarifs douaniers sur les exportations africaines. De plus, afin d'encourager les industries à se diversifier, il faudrait abaisser les taxes sur les produits manufacturés. Également, à des fins humanitaires, les pays occidentaux devraient encourager l'achat de denrées produites en Afrique plutôt que d'écouler leurs surplus sur

le continent. Ils devraient aussi réduire les subventions à leurs agriculteurs pour ne plus nuire aux producteurs africains.

2.4 Nouveaux défis pour l'économie mondiale : responsabilité sociale des entreprises et droits de propriété intellectuelle

Propriété intellectuelle

Bien que le système actuel de propriété intellectuelle soit globalement efficace, certains cas récents ont démontré qu'il y existe des lacunes. Ces problèmes ne venant pas des brevets eux-mêmes, mais plutôt de leur mauvaise utilisation, nous proposons que des négociations soient engagées avec les pays membres de la WIPO afin d'uniformiser les législations sur la propriété intellectuelle à l'échelle mondiale et de les modifier afin de faire passer l'humanité avant le profit. Nous proposons la mise en place d'un fonds géré par un comité formé de représentants de différents pays. Il aurait le pouvoir de négocier, ou dans certains cas d'imposer, les modalités d'utilisation de certains brevets. Il pourrait racheter ou forcer le licenciement de certains brevets à des fabricants de médicaments génériques par exemple. Ce fonds serait financé par des pays donateurs, la WIPO, et par les revenus générés par la vente des brevets ou de médicaments.

Responsabilité sociale des entreprises

Afin de promouvoir la responsabilité sociale des entreprises, nous proposons la création d'une charte des droits et devoirs des entreprises, sous la forme d'un système de réglementation à deux niveaux. Le premier volet, international, s'appliquerait aux échanges de manière égale dans tous les pays du monde. Le deuxième volet, national et régional, permettrait aux institutions en place, par exemple les gouvernements ou l'Union Européenne, d'adapter certains règlements aux exigences nationales dans les limites du cadre défini par l'entente internationale. Les droits définis dans cette proposition seraient entre autres ceux de posséder et de commercer. Cependant, ils seraient associés à des devoirs, comme celui de réduire au minimum l'impact environnemental de leurs activités, de respecter les conventions au sujet des droits de l'homme et des enfants, de garantir de bonnes conditions de travail, etc. Les compagnies en infraction pourraient se voir imposer des sanctions.

3. Références

Contenu multimédia

ABBOTT Jennifer, ACHBAR Mark et Joel BAKAN, *the Corporation*, mongrel media, Documentaire DVD, 2003, 145 minutes

GRANDS REPORTAGES, *Brevet pour le porc : La mère nature au service des multinationales ?*, RDI, 14 février 2007, Documentaire DVD, 21 février 2007

POLIQUIN, Carole. *Le bien commun : L'assaut final !*, Liberation Films, Documentaire VHS, 2002, 65 minutes

Livres et Revues

AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, *Politique de l'ACDL en matière de réduction de la pauvreté*, 10 p.

ATTALI, Jacques. *Une brève histoire de l'avenir*, Éditions Fayard, 2006, 422 p.

BADIE Bertrand et Béatrice DIDIOT, *L'état du monde : Annuaire économique géopolitique mondial 2007*, Éditions du Boréal et de La Découverte, Montréal (Québec), 2006, 430 p.

Bilan du monde 2007 : L'atlas de 174 pays, Le Monde Hors Série, 25 janvier 2007

CHOSSODOVSKY, Michel. *La Mondialisation de la pauvreté*, Les Éditions écosociété, Montréal (Québec), 1998, 248 p.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, *Livre Vert L'esprit d'entreprise en Europe*, Bruxelles (Belgique), 21 janvier 2003

COMMISSION SUR LA DÉMOCRATIE CANADIENNE ET LA RESPONSABILISATION DES ENTREPRISES. *Une nouvelle équation Les profits et les responsabilités des entreprises à l'aube du 21^e siècle*, Rapport final, Janvier 2002

DESROCHERS, Marie-Ève. *L'impact social des plans d'ajustement structurel*, Projet Personnel, 17 février 2007

DIPLOMATE, *Chine Afrique*, Diplomate, Janvier-Février 2007, no 24, 89 p.

FIDA, *Food and Agriculture organisation, Programme alimentaire mondial, Réduction de la pauvreté : le rôle déterminant du financement de l'alimentation, de l'agriculture et du développement rural*, Rome, Février 2002, 33 p.

GÉLINAS, Jacques. *La globalisation du monde : Laisser faire ou faire ?*, Les Éditions écosociété, Montréal (Québec), 2000, 340 p.

HARO, Sarah. *Le sida en Afrique*, les essentiels de milan, France, 2003, 51 p.

Rapport de la commission pour l'Afrique 2005

STIGLITZ, Joseph E. *Un autre monde contre le fanatisme du marché*, Éditions Fayard, New York, 2006, 448 p.

Personnes ressources

ASSOGBA, Yao. Professeur titulaire en sociologie et méthodologie de recherche au Département de travail social et des sciences sociales de l'Université du Québec en Ouatouais

BELLEFLEUR, Pierre. Professeur titulaire à l'Université Laval de Québec
FOURNIER, Michelle. Ministère du Développement durable,
de l'Environnement et des Parcs du Québec
BENOIT, Jean-Yves. Économiste au Bureau des Relations intergouvernementales et des
Changements climatiques du Québec
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
FORTIER, Louis. Directeur scientifique à l'Université Laval de Québec
GAGNÉ, Martine. Coordinatrice, UNICEF Québec
LAROCHELLE, Jacques. Professeur titulaire au département de biologie de l'Université
Laval du Québec

Sites Internet

BARNÉOUD, Lise. *SIDA : quel accès aux médicaments dans les pays du Sud*,
http://www.cite-sciences.fr/francais/ala_cite/science_actualites/sitesactu/question_actu.php?langue=fr&id_article=5383, 15 janvier 2007
J8, *Junior 8 Summit*, <http://www.j8summit.com>, 27 mars 2007
IEA, *International Energy agency*, <http://www.iea.org/>, 2 février 2007
IPCC, *Intergovernmental Panel on Climate Change*, <http://www.ipcc.ch/>, 20 mars 2007
LE RÉSEAU AFRIQUE 2000, *Associations de lutte contre le sida en Afrique*,
<http://www.reseauafrique2000.org/>, 23 février 2007
ONUSIDA 2004, *Un aperçu mondial de l'épidémie de SIDA*,
http://www.unaids.org/bangkok2004/GAR2004_html_fr/GAR2004_03_fr.htm, (4ème rapport sur l'épidémie mondiale du SIDA, 2004)
STERN, Nicholas. *Stern Review on the Economics of Climate Change*, http://www.hm-treasury.gov.uk/independent_reviews/stern_review_economics_climate_change/sternreview_index.cfm, 13 mars 2007
THE CLIMATE GROUP, *The Climate Group*, <http://www.theclimategroup.org/>, 2 mars 2007
UN, *Les objectifs du Millénaire pour le développement*,
<http://www.un.org/french/millenniumgoals/index.shtml>, 8 février 2007
UNAIDS, *The Joint United Nations Programme on HIV/AIDS*, <http://www.unaids.org>, 4 mars 2007
UNICEF, *Unite for Children*, <http://www.unicef.org>, 30 janvier 2007
U.S. DEPARTMENT OF ENERGY, *Department of Energy*, <http://www.energy.gov/>, 12 mars 2007

WIPO, *World Intellectual Property Organization*, <http://www.wipo.int/portal/index.html.en>,
26 février 2007

4. Engagement social

Afin d'être représentatifs des opinions et des préoccupations de la jeunesse canadienne, nous avons mis en place différents moyens pour consulter nos pairs. Notre site Wiki permet à tous de donner leur opinion sur nos idées, et d'apporter leurs suggestions. Nous avons de plus fait appel à nos contacts au Canada afin de recueillir les idées et les points de vue du plus grand nombre de gens possible au sujet de nos propositions pour qu'elles soient représentatives de la pensée de notre génération. Nous avons également conçu un plan de conférence ainsi qu'un diaporama bilingue afin d'aider nos émissaires à faire connaître nos idées à un nombre toujours grandissant de jeunes. Finalement, nous avons aussi conçu une publicité qui a pour but de faire connaître notre équipe et d'inviter le plus de personnes possibles à nous faire part de leur avis.

En outre, notre équipe fait montre d'un engagement social profond et manifeste. En plus de l'engagement et de la conscientisation inhérente au Programme d'Éducation Internationale, nous nous impliquons largement dans notre communauté. Tous les membres de notre équipe participent activement dans plusieurs organisations humanitaires et communautaires telles qu'Amnistie Internationale, l'UNICEF, la SÉEM, la Fondation Canadienne du Rein, Héma-Québec, et plusieurs autres. Certains de nos membres se sont aussi impliqués de diverses manières dans différents pays du monde. Par exemple, Marie-Ève a organisé elle-même un voyage humanitaire au Costa Rica pour participer à la reforestation du pays. Tous les détails de notre implication se retrouvent sur notre site Wiki : <http://rochebellej8.no-ip.org>.

5. Compléments au dossier

6. Diversité

Notre équipe démontre bien la diversité culturelle et l'ouverture internationale. Elle comporte quatre filles et quatre garçons. De plus, nous avons des origines ethniques variées ; canadienne, rwandaise, chinoise, française et italienne. Nous avons un intérêt très marqué pour le monde et les cultures étrangères. Nous parlons l'anglais et l'espagnol. De plus, certains d'entre nous apprennent présentement l'allemand, le mandarin, le japonais, l'italien, l'espéranto et le coréen. Nous aimons beaucoup voyager dans l'optique de s'imprégner de la richesse des cultures des pays que nous visitons.

Également, nous avons visité maintes provinces canadiennes et avons pris le pouls de la jeunesse de notre pays. De plus, nous nous passionnons pour l'histoire, la politique et les relations internationales. Nous sommes motivés à ouvrir nos horizons sur ce qui se passe dans le monde, nous permettant ainsi de développer une conscience sociale et une empathie envers les victimes d'injustices mondiales.